

L'AIDE AU LOGEMENT RURAL BLOQUÉE DANS LA WILAYA DE BOUMERDÈS L'APW interpellée pour préconiser une solution

Le programme d'aide au logement connaît un échec dans la wilaya de Boumerdès. L'obtention du permis de construire, subordonnée à la possession d'un acte de propriété du demandeur, reste un écueil presque insurmontable. Ainsi, une partie de la bataille, au plan social, pour la récupération des espaces délaissés pour cause du terrorisme est perdue. L'Assemblée populaire de wilaya est interpellée pour jouer son rôle de facilitateur.

Le passage par la wilaya de Boumerdès du ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme a été à l'origine d'une grosse polémique concernant la faiblesse de réalisation du programme de l'aide au logement rural. Au lendemain de cette visite, nous avons fait un tour d'horizon pour en savoir plus. Effectivement, un grand retard pour ne pas dire un blocage est, malheureusement, constaté.

A titre d'exemple, au niveau de la commune de Boudouaou El-Bahri, sur un quota de 130 aides attribuées à la commune au titre du programme quinquennal, seulement 7 ont été attribuées, déplore le P/APC, Louriachi Kaci.

Dans d'autres localités, les statistiques sont moins bonnes. Globalement, la wilaya a bénéficié durant ce plan quinquennal de 5 000 aides. Comme la formule ne marche pas — pourtant la demande dépassera, selon nos estimations largement les 20 000 cas — les autorités ont reversé 3 000 aides dans la formule logement social participatif (LSP).

Selon nos informations sur les 2 000 qui restaient, seules 1 136 sont affectées par la Caisse nationale du logement (CNL), trésorière de l'Etat dans ce programme très important pour la wilaya. On y dénote une réalisation à 22,72% en 5 ans. Si ce n'est pas un échec ça y ressemble en tout cas.

La population rurale de la wilaya est ainsi sanctionnée. L'aspect social de la bataille engagée contre le terrorisme perd un atout et la rénovation du monde rural mise entre parenthèses. Certaines voix autorisées ou non imputent ce blocage à la CNL, qui, selon eux, exige un acte de propriété pour débloquent l'argent.

Le directeur de l'unité de Boumerdès de cette caisse, M. Siaghi, documents réglementaires en main rejette cette assertion. «Il n'a jamais été question pour nous d'exiger un acte de propriété ou tout autre document lié à la nature

du terrain de construction. Nous demandons les copies légalisées de la décision d'éligibilité à l'aide établie par la wilaya, celle du permis de construire, le PV d'avancement à 20% des travaux établi par les services techniques communaux et quelques documents sur l'indentité (extrait de naissance, fiche familiale, copie CNI, ndlr) du bénéficiaire. Sans plus», dira-t-il en nous expliquant par la suite comment les 700 000 DA sont débloqués : 140 000 DA 8 jours après le dépôt du PV indiquant la réalisation de 20% de la construction puis 2 tranches de 280 000 DA chacune à la réalisation des gros œuvres (40%) et le reste (40%) à la fin des travaux.

La difficulté pour l'obtention du permis de construire

Le problème, selon ce qui nous a été dit, se rapporte à l'obtention du permis de construire. Les services de l'administration de l'urbanisme et de la construction exigent la



possèdent ce document authentique. La wilaya de Boumerdès a essayé de faciliter la démarche aux demandeurs ruraux du permis de construire. Une note a été émise en à cet effet par le secrétaire général de la wilaya.

Cette circulaire, référenciée 13/SG/2007, préconisait la délivrance par les P/APC, dans un délai de 2 mois, d'un certificat de possession. Ceci pour les zones non cadastrées.

la suite l'administration fait marche arrière. Désormais, un acte est exigé pour les communes cadastrées.

Le certificat de possession non reconnu

Paradoxalement, c'est au niveau des communes cadastrées de la wilaya que les demandeurs de permis de construire rencontrent des

authenticité dans le dossier du permis de construire. Or, tout le monde sait que presque toutes les terres sont dans l'indivision.

Pourtant après le séisme, l'expérience a été tentée. Plus de 2 000 aides à la reconstruction ont été affectées aux sinistrés, nous dit M. Siaghi, avec le certificat de possession dans le dossier de ce permis. «Nous n'avons pas enregistré de contestations», rassure le directeur de la CNL de Boumerdès.

C'est précisément dans ce domaine que l'APW de Boumerdès a un rôle à jouer : faciliter par une délibération réservée exclusivement aux zones rurales, l'établissement d'un permis de construire pour les propriétaires n'ayant pas d'acte de propriété. Le certificat de possession ou tout autre document équivalent pourrait s'obtenir par consensus des héritiers ou une enquête des services techniques de l'APC.

Des témoins crédibles renforceront la légalité de ce document que signera le premier magistrat de la commune. C'est du moins ce que souhaitent des P/APC pour débloquent la situation. Cette formule est utilisée par ailleurs par d'autres régions du pays. Il semblerait, selon nos informations, qu'elle fonctionne à la satisfaction de tous.

Abachi L.



justification de la possession de l'assiette foncière où est domiciliée la construction. Mais rares sont les propriétaires qui

Pour les terres cadastrées, la directive fait obligation de présenter un certificat d'immatriculation foncière. Par

difficultés pour avoir ce document. L'administration exige désormais un acte

Photos : DR.